

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Il y maintenant un mois, à Arras, l'horreur frappait dans un lycée, un lieu qui devrait être un sanctuaire où construire la société de demain à l'écart des influences du monde extérieur. Comme à Toulouse, ou à Conflans Saint Honorine avant cela, la mort est entrée à nouveau dans un établissement scolaire, sous les traits d'un individu aveuglé par un obscurantisme que l'Ecole cherche justement à éteindre.

Les évènements récents au Proche Orient n'ont fait qu'en rajouter dans l'horreur, et, de façon tristement prévisible, dans les sphères médiatiques et politiques, l'heure a été rapidement à la récupération. En France, les uns attisent la peur et la haine, les autres excusent le monstrueux et l'impardonnable au nom de combats d'autres temps ou d'autres régions du monde.

Les réseaux sociaux, gagnant de l'argent grâce aux plus clivants de ces discours, confortent les opinions des uns et des autres qui ne se croisent donc même plus en ligne, creusant un peu plus des fossés qu'on ne pourra bientôt plus combler.

En France, à chaque série d'évènements graves qui met sous les projecteurs les fractures sociales du pays, que ce soit la crise des gilets jaunes, les émeutes de 2005 ou celles de cet été, on promet de recoller les morceaux d'une société de plus en plus éclatée. Parfois, on promet un peu d'argent à investir là où la richesse oublie de ruisseler, et bien souvent, on charge l'école de régler les problèmes : il faut éduquer aux médias, à la laïcité, aux outils numériques, à la sexualité, contre le harcèlement : des mesures immédiates qui ont une certaine visibilité et surtout l'avantage de ne pas coûter grand-chose financièrement ou politiquement...

Ainsi, on donne à l'école la tâche non seulement d'instruire, mais de plus en plus de réparer la société et de transmettre des valeurs. Celles de la République sont belles : Liberté, Egalité, Fraternité. Elles ne devraient qu'inspirer des adolescents à un âge où l'on ne supporte pas l'injustice.

Pourtant, depuis 20 ans, de nombreux enfants qui sont passés par l'Ecole de la République, se sont ensuite retournés contre elle. Les attentats commis par des jeunes passés par l'école française, comme les établissements brûlés cet été lors des émeutes, en témoignent.

C'est que, malheureusement, il ne suffit pas de professer ces belles valeurs comme des idéaux abstraits pour qu'elles s'incarnent par miracle. Il faudrait les faire vivre, montrer que l'on tend vers elles, particulièrement dans un monde où l'individualisme est de plus en plus un modèle.

A la FCPE il nous semble qu'Egalité et Fraternité à l'école sont en voie de disparition : l'Ecole est victime, certes, de l'individualisme, de replis identitaires, de vellétés communautaristes, mais également d'un entre soi de plus en plus inquiétant, où avec un peu d'argent, une bonne connaissance du système, une famille peut facilement s'assurer que ses enfants sont éduqués à l'écart des autres, moins performants, moins favorisés, ou d'autres origines ou religion.



Plus qu'à des mesures prises dans l'urgence, les événements atroces du mois dernier appellent à la réflexion et à mettre fin à un séparatisme mortifère qui ne cesse de se développer depuis quelques années et qui fait de l'Ecole française une des plus ségréguées et des plus inégalitaires des pays développés, loin du vivier de citoyenneté qu'elle devrait être.

Comment transmettre le vivre-ensemble quand les élèves ne font plus l'expérience de la mixité sociale à l'école ?

Non, ce n'est pas en mettant des uniformes que l'on rendra les élèves vraiment égaux. Ce n'est pas non plus en les mélangeant 12 jours dans le cadre du SNU que les fossés culturels, éducatifs, linguistiques se combleront. L'idée évoquée par le gouvernement de ne pas loger les populations les plus vulnérables dans les mêmes HLM, est louable, mais pourquoi accepter de scolariser tous leurs enfants dans les mêmes écoles ? Pourquoi l'idée d'avoir une école commune à tous les enfants ne semble-t-elle pas une solution adaptée à ceux qui nous dirigent ? Aurait-ils peur d'y scolariser leurs enfants ? Ne seraient-ils finalement pas si attachés à l'égalité et à la fraternité ?

Depuis la publication des Indices de Position Sociale, nous avons un diagnostic précis des différences entre établissements. En Haute Garonne, on observe des écoles, collèges et même lycées distants de quelques centaines de mètres et dont les compositions sociales sont quasiment opposées : un véritable apartheid scolaire.

Nous savons à quel point le niveau de langue est important pour entrer dans les apprentissages et comprendre les consignes et les attendus. Dans certaines écoles, des enfants sont en majorité de parents allophones. Comment faire leur scolarité au même rythme, s'ils ne bénéficient pas du même bain linguistique que dans d'autres écoles ? De même, dans le secondaire, l'effet de pairs est primordial pour ceux dont les parents ont moins de culture scolaire, à la fois pour les apprentissages, mais aussi pour ne pas s'autocensurer dans l'orientation et les ambitions.

Bref, avec des écoles de compositions radicalement différentes, c'en est fini de la fraternité, mais aussi de l'égalité des chances.

Il est urgent d'agir. Souvent, on trouve des excuses. Comme on l'entend parfois de la part de responsables politiques, on n'y pourrait rien, la ségrégation à l'école viendrait de la ségrégation urbaine, et on ne peut pas forcer les gens à vivre là où ils ne veulent pas.

Pourtant, à ce sujet, les chiffres que vous nous avez communiqués M. le DASEN, concernant les IPS des secteurs des collèges sont extrêmement éclairants, et nous vous remercions encore une fois d'avoir bien voulu les partager.

A leur lumière, on comprend que même si le secteur d'un collège est très favorisé, le collège lui-même peut devenir très défavorisé si les familles l'évitent. A titre d'exemple, Saint Cyprien, un quartier central plutôt aisé : si toutes les familles du secteur du collège Lamartine y scolarisaient leur enfant, son IPS serait de 122, ce qui le classerait quasiment dans les 10% les plus favorisés de France.

Mais du fait de l'évitement des plus aisés vers deux établissements privés à quelques centaines de mètres, l'IPS de Lamartine est de 99, en dessous de la moyenne nationale et plus de 20 points en dessous de celui de son secteur...

Ce n'est pas un cas isolé, dans la métropole de Toulouse, vingt collèges ont un IPS moyen de 10 points ou inférieur à celui de leur secteur. Le département a dessiné des secteurs bien plus équilibrés qu'avant, mais visiblement cela ne plaît pas à tous.



Cet évitement est massif et concerne tous les niveaux. Au lycée, on remarque encore le même type d'écart, soit 40 points d'IPS entre Déodat et Emilie de Rodat ou Fermat tous trois à distance de marche, alors que les lycées GT devraient être bien plus homogènes, les moins favorisés ayant malheureusement pour beaucoup déjà quitté le navire, orientés souvent par défaut. Mais il est vrai qu'avec ParcoursSup, la compétition est intense et il s'agit de faire les bons choix. Il est bien sûr hors de question d'anonymiser des établissements que les familles bien informées ont mis tant d'efforts à obtenir...

Finalement, est-ce que ce n'est pas la ségrégation urbaine qui viendrait de la ségrégation scolaire, plutôt que l'inverse ? les familles plus aisées ne s'installeront jamais dans un quartier où les écoles ne sont pas assez favorisées à leurs yeux.

C'est ainsi, que, de l'école au lycée, de nombreux jeunes ne se croisent pas et vivent dans des mondes séparés, aux deux extrémités de l'échelle sociale.

En conséquence, on assiste progressivement en France à une Libanisation de la société : des communautés vivent de moins en moins ensemble, les élites, y compris politiques, sont de plus en plus déconnectées du reste de la population qui ne va même plus voter. Des jeunes français sont assignés à résidence, ascenseur social en panne depuis 3 générations, et ne se sentent plus faire pleinement partie de la société française. L'universalisme est passé de mode, et chacun trouve refuge avec ceux qui lui ressemblent, préférant s'acheter ce qui lui faut plutôt que cotiser avec ceux qui ne lui ressemblent pas. Bientôt un générateur d'électricité, un réservoir d'eau douce par famille, et chacun son école ?

La FCPE porte d'autres valeurs, celles de la République bien sûr, la laïcité, l'égalité des chances, l'inclusion, l'émancipation par le savoir. Nous sommes persuadés que pour les faire toutes vivre, il faut qu'elles soient incarnées à l'École, et que les jeunes les vivent et les reconnaissent dans leur quotidien. Sinon, si ce ne sont que des mots creux au fronton des établissements ou dans les livres d'EMC, que de l'hypocrisie, et la jeunesse en a horreur.

En ces temps dramatiques, il est temps de collectivement choisir un autre chemin, la jeunesse doit se forger un destin commun, dans des établissements où les chances d'apprendre sont les mêmes et où tous ont la chance de se rencontrer et de s'ouvrir à d'autres idées.

Nous souhaiterions vivement continuer à travailler sur ce dossier de la mixité avec tous les partenaires volontaires, il est urgent d'étendre ce qui a été commencé au collège à la fois au primaire et au lycée. En ce qui concerne les statistiques de secteurs nous vous serions très reconnaissant si vous pouviez nous communiquer également celles des lycées et écoles et également nous permettre d'en publier certaines. Le but serait à la fois d'attirer l'attention sur la gravité du problème, mais également sur le fait qu'il n'y a pas de fatalité et que des solutions sont à portée.

Merci de votre attention.

